



**PRÉFÈTE
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service prévention des risques techniques

Décision

**après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3
du code de l'environnement, des modifications présentées
par la société APTUNION pour son établissement d'APT**

La préfète de Vaucluse

- VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;
 - VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
 - VU** le code de l'environnement, notamment le IV de son article L. 122-1, et ses articles R. 122-2 et R. 122-3 ;
 - VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
 - VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
 - VU** l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
 - VU** l'arrêté préfectoral du 29 août 2022 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
 - VU** la demande d'examen au cas par cas de la société APTUNION, reçue le 9 novembre 2022 et complétée le 12 décembre 2022, enregistrée sous le numéro 2022/ICPE/INDUS/02, relative au traitement de déchets agroalimentaires extérieurs sur la station d'épuration de son établissement d'APT ;
 - VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 janvier 2023 ;
- CONSIDÉRANT** que la société APTUNION sollicite de pouvoir traiter sur la station d'épuration (STEP) de son établissement d'APT des effluents agroalimentaires issus d'autres sites industriels locaux ;

CONSIDÉRANT que du fait du statut de déchets des effluents admis par camions issus de sociétés tierces, et des quantités d'effluents susceptibles d'être traités, la STEP doit, en plus de son classement au titre de la rubrique 2750, être classée à autorisation sous la rubrique 2791 – Traitement de déchets non dangereux de la nomenclature des installations classées) ;

CONSIDÉRANT que la société APTUNION sollicite donc, conformément aux dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, un examen au cas par cas des modifications apportées à la STEP ;

CONSIDÉRANT qu'aucune modification technique de la STEP n'est nécessaire pour l'admission et le traitement des effluents extérieurs ;

CONSIDÉRANT que les incidences du projet ne sont pas susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés et n'ont pas d'effets de nature transfrontière ;

CONSIDÉRANT que le projet est sans impact sur le paysage, sur la biodiversité, sur les rejets atmosphériques, les rejets aqueux et sur la consommation d'eau ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation du trafic induit par la réception des effluents extérieurs n'est pas significative au regard du trafic local actuel ;

CONSIDÉRANT que le projet n'induit pas de dangers nouveaux ;

CONSIDÉRANT que les mesures de prévention et de protection des risques accidentels sont déjà en place ;

CONSIDÉRANT dans ces conditions, et en application des dispositions des articles L. 122-1 et R. 122-3 du code de l'environnement, qu'il n'est pas nécessaire de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

SUR la proposition de M. le directeur départemental de la protection des populations ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} :

Le projet de traitement de déchets agroalimentaires extérieurs sur la station d'épuration du site de Salignan, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature ICPE, porté par la société APTUNION pour son établissement, sis quartier de Salignan à APT, et objet de la demande susvisée, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 2 :

La présente décision, délivrée en application des dispositions des articles L. 122-1 et R. 122-3 du Code de l'Environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de Vaucluse à l'adresse suivante :

www.vaucluse.gouv.fr

ARTICLE 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la préfète de Vaucluse
Services de l'État en Vaucluse
Direction Départementale de la Protection des Populations du Vaucluse
84 905 Avignon Cedex 9

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :


Monsieur le président du tribunal administratif de Nîmes
16 Avenue Feuchères
30 000 NÎMES

ARTICLE 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la sous-préfète d'Apt, le directeur départemental de la protection des populations, le maire d'Apt, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le

13 JAN. 2023

Pour la préfète,
le secrétaire général

Christian CUYARD

